

**Amicale du MRP**  
**133 bis rue de l'Université**  
**75007 Paris**

La Secrétaire générale [am.catherin01@orange.fr](mailto:am.catherin01@orange.fr)

06 03 93 33 26

## Lettre aux adhérents de Février – Mars 2021

### Quelques Réflexions

Nous sommes désormais à quelques mois des élections présidentielles. Il y a un peu plus d'un an, avant la pandémie, j'ai écrit : « le gouvernement aura réussi le quinquennat

- Si nous revenons à un taux de chômage inférieur à 7%,
- Si la vie des 5 à 8 millions de foyers pour qui la fin de mois se joue entre 50€ et 100€ s'améliore,
- Si les dettes financières et écologiques qui pèsent sur la tête de nos enfants et petits-enfants sont réduites ».

La situation actuelle, liée aux conséquences de la pandémie, ne le permet plus.

J'espère, cependant, que dans les mois à venir les réformes de fond ne soient pas abandonnées, que ce soit sur le marché du travail ou les retraites. J'espère que la revalorisation de l'apprentissage et des métiers manuels se poursuive.

Je regrette qu'il y ait peu de signes que la centralisation technocratique soit remise en cause. Par contre, je salue l'engagement européen du Président et du Gouvernement.

Les Français restent étonnamment pessimistes, alors que la France reste le pays qui a le plus d'atouts en Europe !

Face aux propos populistes et démagogiques qu'on risque d'entendre dans les prochains mois, n'ayons pas peur de dire la vérité aux français et de citer ce que nos voisins européens ont su faire courageusement.

***Pierre Méhaignerie***  
***Président de l'Amicale***

*En raison des circonstances sanitaires, nous sommes limités dans nos déplacements, nous vivons comme tout le monde le confinement. Il ne nous a pas été possible d'organiser notre assemblée générale, ni de nous rencontrer régulièrement comme nous le faisons.*

*Avec ces quelques pages, nous gardons avec vous le contact, souhaitant que vous soyez protégés, vaccinés et en bonne santé. Nous espérons que la situation s'améliorera dans les mois qui viennent et que la vie démocratique reprendra son cours et que les élections prévues dans quelques mois et l'an prochain pourront se tenir normalement.*

Anne Marie Catherin

## **Marielle de SARNEZ**

Nos amis très proches, François Bayrou et l'équipe du MODEM, inquiets de la santé de Marielle de Sarnez, à la suite d'une leucémie foudroyante, apprennent son décès le soir du 13 janvier. Vers 22 heures, l'information est donnée à la télévision. Aussitôt les réactions arrivent de toutes parts. Marielle, si dynamique, si pleine de vie, on ne peut y croire. A l'unanimité, très vite, la classe politique a salué, à l'instar d'Emmanuel Macron, le "talent" de cette responsable politique "combattante passionnée de l'Europe".

*"Voici le jour en trop. Marielle, si talentueuse et si courageuse, Marielle de Sarnez vient de partir. Notre chagrin est immense".* Ce furent les mots de François Bayrou annonçant le décès de son amie, son bras droit politique, le plier de son équipe.

Première vice-présidente Mouvement démocrate, ancienne ministre des Affaires européennes, conseillère municipale de Paris, députée européenne de 1999 à 2017, Présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Secrétaire générale du Parti démocrate européen.

Marielle avait débuté très jeune en politique, avec la campagne de Giscard d'Estaing, puis avec François Bayrou, ce fut la fondation de l'UDF en 1978. Tandem inséparable, du Ministère de l'Education nationale à la création du MODEM, et à toutes les batailles électorales à commencer par les présidentielles, Marielle fut une "vraie combattante passionnée du centre". Elle incarnait une certaine idée de l'engagement politique, celle d'une fraternité militante. Elle a été une femme engagée en politique très jeune, bien avant les lois sur la parité de 1999-2000. Les hommages qui lui furent rendus de tous bords, de l'église saint Sulpice, à l'Assemblée nationale, à la commission des Affaires étrangères, à la mairie de Paris, et bien sûr au MODEM, ont unanimement évoqué son courage, sa lucidité, son sens politique exceptionnel, son esprit libre, son élégance, sa fidélité, sa convivialité, son respect des différences, son ouverture sur le monde. Elle était à l'aise partout, dans les palais comme sur les terrains, en Syrie, au Liban, chez les Rohingya, chez les chrétiens d'Orient, ou en Ukraine.

Très courageuse, lors de son dernier séjour à l'hôpital elle termina un excellent rapport de la commission des affaires étrangères sur la pandémie, quelques jours avant sa mort. La commission des Affaires étrangères lui fit un hommage unanime très émouvant.

Marielle était très fière de ses deux enfants Justine et Augustin, tous deux très engagés. Son fils a fondé et dirige l'ONG ALIMA, médecine humanitaire présente dans onze pays d'Afrique. Justine a travaillé dans l'humanitaire en Afghanistan. Ecrivaine, elle a publié plusieurs livres. En 2017, elle publie une enquête sur Razan Zaitouneh, avocate syrienne enlevée en 2013 à Douma près de Damas.

Nous étions quelques amis de l'Amicale à Saint Sulpice le 18 janvier pour ses obsèques émouvantes, recueillies, pleines de reconnaissance et d'espérance. Tous ses amis du Modem, le groupe des députés, ses amis parisiens, les membres du gouvernement et des partis entouraient sa grande famille. C'est Jean -Louis Bourlanges député Modem de la 12<sup>ème</sup> circonscription des Hauts de Seine qui remplace Marielle à la Présidence de la commission des Affaires étrangères.

*Anne-Marie Catherin*

## Commissariat du Plan : souvenirs d'un vétéran

*Lorsqu'à l'automne dernier François Bayrou a été nommé par le Président de la République Haut - Commissaire au plan, notre ami **Jean Houot** s'est souvenu des années 60, années de sa jeunesse et de son engagement au MRP.*

Heureusement ce bulletin ouvre volontiers ses colonnes aux anciens pour leur permettre de donner libre cours à leurs souvenirs de jeunesse. Aujourd'hui c'est la création d'un nouveau Commissariat du Plan qui m'incite à livrer l'évocation des temps qui ont structuré ma vie militante et professionnelle.

**Nous sommes en 1963** ; muni d'un diplôme d'ingénieur mais aussi riche d'une culture économique et sociale acquise notamment sur la doctrine sociale de l'Eglise puisée chez des Jésuites de l'Action populaire, je décide, malgré l'étonnement de mes camarades proposant leurs services à l'industrie privée, de me faire engager comme contractuel à la Direction du Trésor, plus précisément dans l'équipe qui est en charge de la construction des comptes nationaux comportant outre le fameux tableau des échanges interindustriels bien connu des étudiants en sciences économiques, la préparation des hypothèses à retenir pour les budgets économiques présentés à la commission des comptes de la nation.

**En 1964, Claude Gruson** le créateur du Service est nommé Directeur Général de l'INSEE et emmène avec lui toute l'équipe des comptes nationaux. Me voici donc devenu contractuel de l'INSEE.

A cette époque, il existe encore un parti qui s'appelle **le MRP** et qui comporte une équipe remuante de jeunes à laquelle j'adhère volontiers. Me voici donc affiché comme le démocrate-chrétien de la bande d'amis fort sympathiques qui travaille à la division « étude des entreprises » de l'INSEE. De cette période, j'ai retenu toute la richesse et l'efficacité de travaux menés par une équipe plurielle venue d'horizons différents. Effectivement, il n'y avait pas dans cette équipe que des énarques ou des polytechniciens.

**1965 c'est la préparation du « 5<sup>ème</sup> plan de développement économique et social »** et les équipes de l'INSEE vont être mises à contribution pour leurs compétences d'expertise et de prévision à moyen terme dans plusieurs commissions.

A cette époque l'institution est appelée « Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité ». Elle a ses bureaux dans un élégant hôtel particulier du VIIème arrondissement de Paris au 18 rue de Martignac. L'aménagement des lieux est à l'image du rôle donné à cette institution : de vastes salles pour des réunions de commission au rez de chaussée dont la plus grande était décorée d'une large reproduction photographique de la 3 Marseillaise de RUDE : quelques grands bureaux au premier étage notamment pour le Commissaire général et des petits bureaux aux étages supérieurs pour un nombre limité de

collaborateurs qui étaient les animateurs ou délégués du Commissaire dans 31 commissions.

J'ai donc été désigné pour représenter l'INSEE à la commission des industries de transformation (les branches industrielles hors sidérurgie, charbonnages, industries agricoles etc....) Elle siégeait à côté d'autres commissions à vocation plus verticale (population, emploi, éducation, revenus etc...)

Cette commission comme d'autres était le lieu des rencontres entre représentants du patronat, des syndicats de salariés, des pouvoirs publics et de différents experts comme ceux venus de l'INSEE. Un canevas de rapport lui était proposé par le chargé de mission du Plan. Ainsi je devais apporter l'information statistique disponible sur le secteur considéré et des prévisions à 5 ans comportant ce qu'on appelait le compte emplois ressources en valeur portant sur les importations, la production, les investissements, la consommation des ménages et les exportations des industries. Le rapport approuvé (à ma connaissance sans vote à ce niveau) était remis au Commissaire général.

De cette phase de travail technique j'ai retenu l'utilité de mettre sur le papier des prévisions économiques qui, même si finalement la réalité s'en écartait, avaient l'avantage de faire prendre conscience des risques sur la santé et la pérennité de certaines industries.

Au sein de cette commission, je n'ai pas ressenti de franche opposition entre syndicats ou administrations. C'était plus un catalogue et un pointage des problèmes ou des revendications du moment. J'ai seulement regretté que souvent on avait comme interlocuteurs les « fonctionnaires » des syndicats patronaux et salariaux alors que l'évocation des problèmes aurait été plus directe avec des chefs d'entreprises et des délégués de personnel.

Notons qu'à cette époque, nous appréhendions encore l'industrie par ses volumes physiques de production et de vente et les activités de service comme les branches travaillant exclusivement dans la création et l'utilisation du numérique étaient, peut-être à tort, considérées comme marginales.

A ma connaissance, le 5<sup>ème</sup> plan était un rapport qui dépassait largement la phase « technique » de sa préparation à laquelle j'ai modestement participé. Il affichait notamment un objectif général d'essor industriel rapide, avec un taux de croissance annuel de +5%, une progression du niveau de vie de +3,5% (quel beau programme !!), un contrôle de l'évolution des revenus et le contrôle des prix .

4

Revenant à l'évocation de ma qualité de jeune militant politique, je me souviens que le document du 5<sup>ème</sup> plan fut à ma connaissance pour la première fois soumis au vote des

parlementaires. J'étais donc dans les rangs du public lorsque **Pierre Massé** est venu présenter son plan dans l'hémicycle. Ce n'est pas tout à fait par hasard que je m'étais intéressé à cette séance car ma curiosité était l'aboutissement d'un cours de rattrapage que j'avais fait volontiers auprès de 2 jeunes députés MRP du Centre de la France qui ,étant vétérinaires de leur métier, avaient l'ambition avec mon aide d'essayer d'y comprendre quelque chose dans cette planification à la française.

Je veux maintenant élargir mes souvenirs à l'international par quelques autres évènements vécus:

Alors que les partis de la démocratie chrétienne avaient encore une influence notable dans beaucoup de pays, **en 1964** le Chili avait porté à la présidence de sa République **EDOUARDO FREI**. Avec mes jeunes compagnons du MRP nous avons d'ailleurs rencontré à l'Ambassade du Chili en France une délégation de jeunes démocrates chrétiens de Santiago du Chili mais sans autre forme de coopération envisagée à ce moment-là.

Pendant la même année 1964, **le Général de Gaulle** avait fait un voyage triomphal au Chili. Des possibilités de coopération entre la France et le Chili ont alors été évoquées et sous l'impulsion d'un chargé de mission du Commissariat du Plan français, la création au Chili d'une instance similaire au Commissariat Français a été envisagée avec l'envoi au Chili d'experts venus de France pour une mission de 1 ou 2 ans. J'ai fait partie de cette mission de 4 personnes et séjourné un peu plus d'une année et demie au Chili. Le Chili a donc créé avec l'assistance française un **ODEPLAN** (Officio de Planificacion) mais dès notre arrivée les missions ont été légèrement modifiées et j'ai finalement apporté mes connaissances d'ingénieur économiste à une équipe de la Banque de Développement du Chili (**la CORFO**) qui examinait les demandes de crédit d'investissement des entreprises.

Je voudrais terminer le récit de mes souvenirs par celui qui concerne l'Ambassade de France : J'avais en effet des relations polies avec l'Ambassadeur qui était très attentif à l'évolution de notre mission mais plus directes et plus amicales avec sa première Secrétaire.

On m'avait rapporté que le Président FREI avait demandé au célèbre Philosophe **Jacques MARITAIN** de venir au Chili pour le conseiller. Agé et retiré dans un monastère à Toulouse, il avait décliné l'invitation mais suggéré de faire appel à une de ses disciples **Elisabeth de MIRIBEL** ce qui fut fait en lui donnant la fonction de Secrétaire d'Ambassade.(On dit que c'est elle qui ,partie rejoindre De Gaulle à Londres dès son plus jeune âge, avait tapé à la machine l'appel du 18 Juin puis accompagné en 1944 la 2<sup>ème</sup> DB jusqu'à son entrée dans Paris).J'ai profité de son amitié notamment lorsqu'elle recevait chez elle des personnalités de passage au Chili. **Robert BURON** avec son épouse fut un de ceux-là.

Elisabeth portait un intérêt particulier à la communauté indienne du sud du Chili **les Mapuches** que nous avons visité et nous discussions souvent des réformes engagées par

Edouardo Frei tout en percevant ses difficultés à promouvoir une réforme agraire qui va être une des raisons de son échec et l'arrivée au Pouvoir de **Salvador ALLENDE**.

Je suis rentré en France pour découvrir **en mai 68** une autre révolution nettement plus bourgeoise que celle dont on nous parlait pour les paysans chiliens.

Je fus alors brièvement repris par le Commissariat du Plan qui pendant les grèves de mai 68 me convoqua à des réunions dites de coordination et de réflexion sur l'avenir animées par **Jacques Delors** alors chargé des affaires sociales .

**Mai 68** a finalement beaucoup perturbé l'exécution du 5ème plan dont les objectifs ont été largement révisés avec notamment une pause dans le programme de réalisation des équipements collectifs.

Abandonnant alors mes fonctions dans le secteur public, j'ai rejoint le secteur privé et mis en veilleuse mes activités de militant politique.

Mais au final, le vétéran que je suis n'a rien regretté de ses jeunes années.

*Jean HOUOT (83 ans)*

*Boulogne Billancourt (Hauts de Seine)*

*Fidèle membre du bureau de l'Amicale*

### ***Semaines sociales de France, session 2020***

### ***Une société à reconstruire –Engageons- nous***

Fidèle des Semaines sociales avec mon mari depuis les années 60, j'ai pu participer à la dernière session qui s'est tenue de manière 100% numérique, en Visio conférence , en raison du confinement décrété fin octobre. Pendant 3 jours j'ai pu suivre, à domicile, malgré quelques petits problèmes techniques au début, les conférences, ateliers, tables rondes et fil rouge théologique sur mon ordinateur, comme les 2500 autres participants .Une vraie prouesse technologique, avec la participation de la chaine KTO.

La crise sanitaire que nous traversons actuellement a mis en lumière les inégalités et injustices qui traversent notre pays. Or, malgré la complexité des sujets qui nous concernent tous très directement, nous croyons que **chacun d'entre nous peut peser sur les évènements, là où il est, là où il vit**. Cette rencontre virtuelle a été une occasion exceptionnelle d'entendre des experts nationaux et internationaux, des acteurs locaux et des témoins engagés dans de nombreuses ONG, pour nourrir notre réflexion et nous engager dans la reconstruction de notre société.

discussions informelles avec les amis. Mais ce fut un grand moment, j'ai beaucoup apprécié la richesse de tous les témoignages.

Parmi les conférenciers, philosophe, économistes, politiques français et européens représentants des religions, catholiques, protestants, musulmans.

Et parmi les ateliers thématiques du samedi matin, nous étions répartis dans 8 groupes numériques pour s'informer, comprendre, débattre, partager et s'engager !

**Santé, travail, éducation, écologie intégrale, logement, solidarité au-delà des frontières, outils numériques solidarité, territoires et démocratie locale.**

**Voir sur le site mentionné plus bas toutes les propositions qui ont été faites et les sites des associations qui ont participé.**

Anne Marie Catherin

Semaines Sociales de France 94 ème session novembre 2020-

Communiqué

### POURQUOI UN MANIFESTE DE L'ENGAGEMENT ?

Parce que depuis plus d'un siècle, elles se donnent pour mission de penser pour mieux agir, les Semaines sociales de France ont, pendant deux ans, engagé leur réflexion sur les inégalités sociales et territoriales qui minent notre pays, l'émiettement de la société en îlots ne communiquant plus : elles veulent proposer des pistes pour reconstruire cette société abimée, la rendre plus juste et plus fraternelle.

Ces fractures ne datent pas d'hier, mais leur réalité est apparue de manière nouvelle avec la crise des Gilets jaunes. Le climat s'est encore alourdi avec les mouvements de protestation contre la réforme des retraites. Alors est survenue la pandémie de la Covid 19, inédite dans les moyens sanitaires et économiques mises en œuvre pour la combattre, mais terriblement révélatrice des pauvretés en matière de logement, d'éducation, de revenus, de travail...

Puis des actes terroristes tragiques sont à nouveau venus blesser notre pays. S'engager pour reconstruire la société, telle est donc notre ambition. Ne pas céder au défaitisme et au découragement. Trouver la force et les raisons d'agir. En puisant à la source de la pensée sociale de l'Eglise, le principe vital de notre association, nous voulons avec d'autres travailler à recoudre notre tissu social déchiré.

Beaucoup espèrent que les crises successives conduiront à des transformations profondes de notre société. Il est nécessaire en effet de retrouver la confiance en nous et en nos institutions.

- Prendre soin les uns des autres : voilà l'horizon.
- Repenser l'exercice de la démocratie, pour que soient davantage écoutés ceux qui sont trop souvent privés de parole, et reconnus ceux qui se sentent oubliés ou méprisés. □ Faire dialoguer l'écologie et la justice sociale...

Nous voulons participer à cette transformation. Malgré la complexité des sujets, malgré la faiblesse de nos moyens, nous croyons que chacun peut peser sur les événements. Pour ce Manifeste, nous avons élaboré des pistes de solution, en nous appuyant sur des partenaires eux-mêmes engagés dans la transformation sociale de

notre pays ; nous les avons travaillés en ateliers ; nous les présenterons à ceux qui détiennent le pouvoir, les pouvoirs. Nous continuerons à y travailler au fil des mois. Mais ces engagements institutionnels et politiques doivent aussi être personnels : qu'allons-nous faire concrètement, avec qui allons-nous agir, dans quelle association, quelle communauté ? Et allons-nous accepter de convertir notre regard ?

Les principes de l'enseignement social de l'Église guident nos choix – nous ne prétendons pas à l'exhaustivité - : notamment l'attention aux plus fragiles et la conviction que chacun peut agir là où il est. Dans son encyclique Fratelli Tutti, le pape François rappelle que la parabole du Samaritain « nous invite à raviver notre vocation de citoyens de nos pays respectifs et du monde entier, bâtisseurs d'un nouveau lien social ». Nous voulons apporter notre pierre.

## Site des semaines sociales : [ssf-fr.org](http://ssf-fr.org)

Sur le site des SSF , la lettre d'une fidèle des semaines sociales , [un bel exemple !](#)

*La réaction d'une fidèle des Semaines sociales de France, de 93 ans, à la lettre des SSF de Mai 2020, et à son appel : « **Préparer le jour d'après dans une société à reconstruire.** »*

Je suis une très vieille dame, catholique survivante de la génération du Concile Vatican II, qui garde au cœur la déception que l'Église ne soit pas allée au bout du gué de la rénovation tant attendue. Mais je ne parlerai pas ici de cette déception.

Les SSF m'ont mobilisée à plusieurs reprises à Paris et Lille lors des journées annuelles et je suis lectrice quotidienne de « La Croix ». Je suis aussi une ancienne pédiatre et pédopsychiatre qui a soutenu et agi, au cours des trente glorieuses et après, dans les courants porteurs de l'intérêt tourné vers l'enfance maltraitée, les jeunes, la santé publique.

Je suis actuellement l'aînée d'une famille nombreuse de quatre générations bien vivantes .Au nom de tout cela, je souhaite adresser deux remarques au sujet des thèmes proposés. Le confinement récent a contribué à mettre en lumière deux populations qui me sont proches au quotidien : les plus jeunes et les seniors.

Le souci de l'enfance est la priorité pour une vie humaine bonne, depuis le début du XXème ; ce qui est très différent des siècles antérieurs. Plusieurs générations de Psy l'ont affirmé, expliqué. Leur parole a été encensée. La société a façonné quelques bonnes dispositions légales, mais qui sont encore insuffisamment appliquées.

Pourquoi y a-t-il toujours autant de mères seules pour élever un, deux ou plusieurs enfants ?

Pourquoi y a-t-il aussi peu de moments familiaux et autres dédiés à responsabiliser les jeunes impatientes de jouer à faire l'amour, sur les suites de l'impulsivité d'un « cœur à corps », incertain affectivement, en dépit des moyens contraceptifs disponibles. Lorsqu'une relation durable s'établit pourquoi ne parler que de partenaire sexuel génital sans se demander s'il peut être aussi un « autre » capable d'assumer un rôle conjugal, familial, sociétal. Pourquoi parler si peu souvent de fidélité, est-ce encore utile pour chaque partenaire concerné et pour la société ? 8

L'École est une institution problématique pour certains et privilégiée pour d'autres. Elle est le lieu d'apprentissage social, intellectuel, comportemental. Elle nécessite les meilleurs maîtres. Ce qui requiert pour ceux-là une formation longue sur plusieurs années cohérentes, dédiées au développement de l'enfant et du jeune, sans être une addition d'années universitaires disparates.



Cet enfant – élève est à considérer comme un tout dans son parcours de vie personnel, socio – familial avec les aléas évènementiels. Cela entraîne obligatoirement une rémunération d'un niveau d'études supérieures, entraînant le titre de Professeur.

Le temps des seniors s'allonge de plus en plus, au-delà des 80 – 90 ans, dans un état de santé global relativement favorable pour beaucoup. Avant cet âge les retraités actifs ont fait vivre, pendant une vingtaine d'années de leur retraite, les Conseils d'Administration de nombreuses associations.

Au- delà des 70 -80 ans, suivant l'état de chacun, la tendance inconsciente des actifs de la société est grande de les infantiliser. Les uns et les autres des vieillissants peuvent se sentir bien d'être l'objet de l'attention d'une société aux petits soins pour eux, attentive, soignante, offrant loisirs et culture. Mais dans leur dernière séquence de vie, ils sont capables d'éprouver le besoin qu'on leur demande quelque chose. Malgré une mémoire partiellement défaillante, **ils maillent ou tissent la mémoire collective de ce qui fera la grande histoire** dont la compréhension se reconstruit sans cesse ou presque tous les quarts de siècle.

Il s'y ajoute surtout le partage, toujours actuel pour eux, de l'écho de leurs émotions passées dont les plus jeunes sont si friands. Nous sommes les mêmes et cependant différents. Jeunes et moins jeunes, nous contribuons dans ces échanges à affermir nos personnalités façonnables à tout âge. Les plus âgés peuvent encore « donner », avec joie.

J'exprime mes souhaits de ne pas rester en dehors d'une révision de « sortie de crise » souhaitée par bon nombre d'entre-nous.

Lundi de Pentecôte, 1er juin 2020

ML

## DE LA SPIRITUALITE DE CLEMENCEAU

*Dans la conclusion de son étude Clemenceau (1841-1929) Dieu et les religions Gilles Bossy résume ses relations avec des religieux, son opinion sur les lois de 1905, sur la laïcité , sur la colonisation, sur sa spiritualité et les valeurs qu'il reconnaît dans les religions. .*

Il est très excessif de ne voir en Clemenceau qu'un athée intransigeant. Si, au cours de la 1ère partie de sa longue existence, par son combat majeur pour écarter les autorités religieuses de l'exercice effectif du pouvoir (ce qu'il est convenu d'appeler le 'cesaro-papisme'), il peut certainement être qualifié d'anticlérical, sans qu'il ait toutefois manifesté le sectarisme de certains de ses contemporains, cela ne suffit pas non plus à le définir.

9

Clemenceau n'a jamais exclu de l'existence humaine une dimension « spirituelle », ce qui ne signifie pas religieuse stricto sensu. Des biographes ont pu évoquer, à son propos, un panthéisme humanitaire, justifiant que l'intérêt suprême de l'existence fût de se vouer corps et âme au progrès universel.

Né dans le bocage vendéen monarchiste, Clemenceau était un républicain, c'est-à-dire un « bleu ». Son aversion pour la religion résulte de son éducation parentale, de l'éloignement que sa mère, Emma Sophie Gautreau éprouvait, comme certains de ses coreligionnaires protestants, à l'égard de toute pratique et surtout de la méfiance atavique de son père Benjamin quant à l'influence des religions et de leurs dogmes. Mais cette éducation n'a pas interdit à Clemenceau de nouer des liens d'amitié, au début du XX<sup>ème</sup> siècle, avec l'abbé Lemire, ce prêtre député, homme des Flandres, grande figure, pendant près de 30 ans, de la Chambre des députés, promoteur des progrès sociaux de son époque. Il a également eu une relation d'abord d'empathie puis d'amitié avec Don Chautard, chartreux venu plaider la cause de la vie monastique, auteur de l'ouvrage « *A l'Âme de tout apostolat* ». Il a dialogué avec Léon Daudet sur l'existence ou la consistance matérielle de Dieu, ou encore avec l'aumônier militaire, Daniel Brottier, qui vénérât sainte Thérèse de Lisieux et fut béatifié ; il fut cofondateur, avec lui, de l'Union Nationale des Combattants. Il a lié amitié avec sœur Théoneste, son infirmière de 1912 jusqu'à son dernier souffle, Il s'est interrogé sur l'éternité, l'existence de Dieu, sur l'au-delà, sans aboutir à des certitudes.

Clemenceau avait déjà reconnu l'apport des religieux engagés dans les combats de la Grande Guerre et notamment des aumôniers militaires. Il a apprécié le rôle utile des missions religieuses en Orient, acceptant non seulement de se faire photographier au milieu des « bons pères » lors de son voyage en Asie, après le conflit, mais reconnaissant aussi l'action des communautés de religieuses qui s'occupaient des enfants abandonnés. Il n'y voyait aucun soupçon de ce colonialisme rampant qu'il avait déjà combattu à une autre époque.

En qualité de Ministre de l'Intérieur, puis de Président du Conseil, il avait su se montrer pragmatique en appliquant avec modération, quant aux inventaires, la loi de séparation de 1905, puis en aménageant celle-ci, trop rigide, incomplète voire inapplicable, et en s'opposant aux promoteurs d'une laïcité de combat. Il a même fait preuve d'ouverture, certes limitée, lors des débats sur la liberté de l'enseignement.

Dans cette perspective, comme le soutient un autre 'clemenciste', Benoît Schmalz, il incarne une conception presque idéale de la laïcité, c'est-à-dire qu'il a toujours refusé de faire de la loi un instrument de prosélytisme au service d'une philosophie politique, fût-elle la sienne. Si certains, et notamment les députés catholiques qui, après la Grande Guerre, lui étaient favorables, ont pu espérer qu'il modifierait son attitude à l'égard du Vatican, ce fut en vain (ce qui a d'ailleurs contrarié son élection à la Présidence de la République en 1920). Mais si Clemenceau est resté fortement opposé au pape, c'est surtout du fait des prises de position de ce dernier pendant la Grande Guerre.

Car la personnalité de Clemenceau ne peut être réduite à celle d'un esprit rigoriste étroitement positiviste. Il partage des valeurs déjà portées par la religion. Il croit en une continuité entre le message du Christ (par nécessairement illustré par l'église catholique de son temps) et l'idéal républicain. On l'entend clairement dans sa plaidoirie en faveur de Zola, le 23 février 1898 : « *Ah ! Oui, je ne suis pas un adorateur du Christ au sens où beaucoup d'entre vous l'entendent peut-être, mais je lui suis peut-être plus fidèle, à lui, et je le respecte certainement plus que beaucoup de ceux qui prêchent le massacre au nom d'une religion d'amour.* [Bruits] ». Et encore dans son discours du 11 novembre 1918 devant la chambre des députés : « *Honneur à nos grands morts, grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours soldat de l'idéal* ».

Clemenceau reconnaît aussi, dans l'art et la culture, l'importance d'une dimension spirituelle, qui le fascine particulièrement dans les civilisations asiatiques, « ces frères d'Asie qui nous ont précédés dans la civilisation

». En témoigne, par exemple, son admiration pour les bouddhas de Gandhara ou les rituels japonais dont les échos se prolongent jusque dans les jardins de Giverny et les toiles contemplatives de son ami Claude Monet.

Dans une perspective plus large son esprit d'ouverture, qui est loin d'être partagé par tous ses contemporains, lui fait apprécier et respecter les sociétés et les cultures que la civilisation matérialiste et conquérante de l'occident tend à mépriser et à asservir par la force de sa technologie et de ses armes. Dans sa réponse à Jules Ferry du 30 juillet 1885, après avoir rappelé les violences de la colonisation, contraires aux droits et à la justice, il poursuit : « *Non, il n'y a pas de droit des nations dites supérieures contre les nations inférieures. Il y a la lutte pour la vie qui est une nécessité fatale, qu'à mesure que nous nous élevons dans la civilisation nous devons contenir dans les limites de la justice et du droit. Mais n'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation. Ne parlons pas de droit, de devoir. La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires pour s'appropriier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit, c'en est la négation. Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence, l'hypocrisie* ».

Clemenceau ne croit pas en Dieu, mais il garde du message religieux la foi en certaines valeurs fondamentales comme la justice. S'insurgeant contre tout fanatisme et toute intolérance mais ouvert à l'échange et au dialogue, la spiritualité qu'il pratique n'est-elle pas l'humanisme des Lumières ? **Gilles BOSSY , membre du bureau de l'Amicale**

Je salue notre ami Jean - Louis Castanède, fidèle adhérent de Paris 14 ème, qui me signale que la ville de Paris a donné le nom d'une rue à **Germaine Poinso-Chapuis, ministre MRP de la Santé** du gouvernement Robert Schuman, dans le 18 ème arrondissement en 2017 près de l'hôpital Bichat. Il s'est rendu sur les lieux et n'a pas trouvé de plaque à son nom ! Justice devra être rendue à cette femme, première femme ministre de la France. A suivre !

L'occasion de rappeler :

En 1943, le Conseil national de la Résistance s'engage à accorder le droit de vote aux femmes à la Libération. La décision est prise en considération du rôle joué par les femmes dans la lutte contre l'Occupant. Cette mesure est concrétisée par l'ordonnance du Gouvernement provisoire de la République française, signée par le général de Gaulle à Alger le 21 avril 1944, qui reconnaît aux Françaises le droit de participer à la vie politique du pays.

Trois ans plus tard, en novembre 1947, Robert Schuman nomme Germaine PoinsoChapuis (1901-1981) à la tête du ministère de la Santé publique et de la Population.

**Pour la première fois en France, une femme obtient le titre de ministre.** Avocate à Marseille, Germaine Poinso-Chapuis est titulaire de la médaille de la Résistance. En qualité de ministre, elle fait voter des lois sur la santé publique et la protection de l'enfance. Après la dissolution du cabinet Schuman, en juillet 1948, elle poursuit son action en faveur de la famille et de l'enfance sur les bancs de l'Assemblée nationale, où elle est élue députée.